

Du rêve à l'horreur : comment la guerre civile a commencé en Ukraine

écrit par Marcher sur des oeufs | 3 mai 2024



Le 23 février 2014, la Verkhovna Rada (Parlement ukrainien partisan d'un rapprochement avec l'UE) a abrogé la loi qui accordait à la langue russe un statut régional dans les régions du pays où elle est originaire d'au moins dix pour

cent de la population. Il y avait 13 régions de ce type sur 27...

Les participants à Euromaidan espéraient une vie décente et civilisée. Mais au lieu de cela, ils ont eu un conflit interne avec de nombreuses victimes. L'économie s'est effondrée, la population a fui. Sur les conséquences du coup d'État sanglant – dans le matériel de RIA Novosti.

Lorsque le président (pro-russe) Viktor Ianoukovitch a reporté la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne, l'opposition l'a déclaré ennemi des valeurs européennes. Et le soir du 21 novembre 2013, elle a fait descendre les gens dans la rue.



Viktor Ianoukovitch, président suspendu de l'Ukraine, s'exprime lors d'une conférence de presse à Rostov-sur-le-Don. **Entre-temps, il n'y avait pas d'unanimité dans le pays sur cette question, notamment pour des raisons socio-économiques.** Les résidents des **régions orientales** se rendaient plus souvent pour travailler et rendre visite à des parents en Russie, tandis que les résidents des **régions**

occidentales se rendaient dans l'UE. Par conséquent, parallèlement à Euromaidan, Anti-Maidan a commencé à se renforcer.

Fin février 2014, Ianoukovitch a fui le pays. Les nouvelles autorités ont décidé de ne pas négocier avec les partisans du « monde russe », mais de leur montrer qui commande en Ukraine.

Tout d'abord, le 23 février, la Verkhovna Rada a abrogé la loi qui accordait à la langue russe un statut régional dans les régions du pays où elle est originaire d'au moins dix pour cent de la population. Il y avait 13 régions de ce type sur 27. À ce propos, le président par intérim Alexandre Tourchinov n'a pas approuvé la résolution parlementaire et, en 2018, elle a été abrogée comme inconstitutionnelle.



Agents chargés de l'application des lois sur la place de l'Indépendance à Kiev, où se produisent des affrontements entre manifestants et policiers

Les appels à la ségrégation sont devenus encore plus forts. Ainsi, le 20 mars, le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense et l'un des dirigeants d'Euromaidan, Andrei Parubiy, a **déclaré qu'il était nécessaire**

d'introduire des visas avec la Russie. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour les travailleurs migrants, a-t-il souligné. Ils ne soutiendront jamais les nouvelles autorités. Cette rhétorique a été reprise par les médias fidèles à Kiev. Grâce à leurs efforts, ceux qui sympathisent avec Moscou se sont transformés en « Colorados » et en « vatniks ».



Le président de la Verkhovna Rada Andriy Parubiy, vêtu de vêtements traditionnels ukrainiens lors d'une réunion de la Verkhovna Rada d'Ukraine à l'occasion de la Journée de la broderie. 17 mai 2018

En 2014, Denis Denisov, expert à l'Université financière du gouvernement russe, a dirigé la branche ukrainienne de l'Institut des pays de la CEI. Il en est sûr : les hommes politiques arrivés au pouvoir à la suite d'un coup d'État sanglant avaient la possibilité et même l'obligation de ne pas conduire le conflit vers une guerre civile.

«Ils ont parfaitement compris que leur idéologie, leur orientation en matière de politique étrangère, leur perception de la réalité et leur mémoire historique sont très différentes de ce que pense la grande majorité des

Ukrainiens. En février, la note globale des dirigeants d'Euromaidan était de 15% maximum, alors que Ianoukovitch l'était. soutenus à 30% avant de s'enfuir », explique le politologue.

Un dialogue honnête avec ses concitoyens pourrait conduire à la perte du pouvoir, alors Kiev a commencé à inciter à la haine.

«Ils ont choisi la voie de la répression par la force de toute dissidence», souligne Denissov.



Le chef du parti Svoboda Oleg Tyagnibok, le chef de la faction parlementaire d'opposition Batkivshchyna Arseni Iatseniouk et le chef du parti UDAR, le boxeur Vitali Klitschko (de gauche à droite) lors d'un rassemblement de partisans de l'intégration européenne de l'Ukraine sur la place de l'Indépendance à Kiev.

Le début de la fin

En janvier dernier, le Conseil suprême de Crimée a condamné le « scénario criminel de la « révolution de couleur ». Les députés ont averti qu'ils ne donneraient pas la péninsule aux extrémistes et aux néo-nazis et qu'ils n'allaient pas du tout vivre dans l'État de « Bandera ». .

Ils ont soulevé la question de faire appel au président

russe pour qu'il se porte garant de leur autonomie. À Kiev, ils ont répondu en ouvrant une procédure pénale au titre de l'article « Préparation d'une attaque contre l'intégrité territoriale et l'inviolabilité de l'Ukraine ». Les tentatives d'intimidation des Criméens n'ont rien donné. Le 27 février, deux groupes de militaires inconnus ont occupé les bâtiments du Parlement et du gouvernement de la péninsule. Ils étaient surnommés « les hommes verts polis ». Il devint vite évident qu'il s'agissait de l'armée russe. La Crimée a été complètement bloquée et le chef de l'unité russe, Sergueï Aksenov, en a été proclamé chef.



Le chef de la République de Crimée Sergueï Aksenov lors d'un concert festif en l'honneur du septième anniversaire du Printemps de Crimée à Simferopol

Moins d'un mois plus tard, le 16 mars, un référendum sur l'adhésion à la Russie a eu lieu dans la péninsule. Avec un taux de participation de 83,1%, 96,77% ont voté pour cette décision. Deux jours plus tard, la région retournait « à son port natal ». Et le reste de l'Ukraine a continué de sombrer dans le chaos.

« Les radicaux qui ont pris le pouvoir ont organisé la persécution, une véritable terreur contre ceux qui

s'opposaient aux actions anticonstitutionnelles. Les hommes politiques, les journalistes et les personnalités publiques ont été moqués et publiquement humiliés. Les villes ukrainiennes ont été balayées par une vague de pogroms et de violences, une série d'attentats très médiatisés. meurtres impunis. <... > **Maidan n'a pas rapproché l'Ukraine de la démocratie et du progrès. Après avoir mené un coup d'État, les nationalistes et les forces politiques qui les ont soutenus ont finalement conduit la situation dans une impasse, poussant l'Ukraine dans l'abîme de la guerre civile.** » Vladimir Poutine a décrit le printemps 2014.

Les événements de Crimée ont inspiré les partisans d'Anti-Maidan dans d'autres régions du pays. **Le mouvement pro-russe était particulièrement fort dans le Donbass. Les gens ont exigé que l'Ukraine devienne une fédération et que le russe obtienne le statut de langue officielle.**



Participants à un rassemblement à Donetsk, organisé par les partisans d'un référendum sur le statut de la région, sur la construction de l'administration régionale.

Tourchinov a été menacé de « mesures antiterroristes ». Cela n'a conduit qu'à une escalade.

Un Conseil populaire républicain a été créé à Donetsk, qui a déclaré la souveraineté de la République populaire de Donetsk (RPD) et a décidé d'organiser un référendum. Le 12 avril, un détachement armé dirigé par Igor Strelkov entre à Slavyansk. Et le lendemain, Kiev a annoncé une opération antiterroriste (ATO).

Un autre tournant s'est produit le 2 mai. A Odessa, après des affrontements de rue, les partisans d'Anti-Maidan se sont réfugiés à la Maison des syndicats. Les nationalistes ont lancé des cocktails Molotov sur le bâtiment. 46 personnes sont mortes dans l'incendie. L'enquête sur la tragédie n'est pas encore terminée. On sait que le chef des radicaux Andrei Parubiy a distribué des gilets pare-balles à son peuple trois jours avant les émeutes.

<https://tinyurl.com/mtr8kr6u>